



CC-BY NC-ND 2.0: © European Union – Source: EP

NOTRE PROJET ASSOCIATIF, NOTRE CONTRIBUTION POUR UNE VIE CITOYENNE EUROPÉENNE





**“Maintenant doit grandir ensemble ce qui est fait pour vivre ensemble.
- Willy Brandt, 10 novembre 1989**

CONSTAT

L'idée d'une Union Européenne s'est construite de par la volonté commune des nations qui ne voulaient plus revivre à l'avenir un conflit meurtrier et destructeur. Il est vrai que l'Europe, via la construction de structures politiques et économiques communes, a réussi à construire une paix durable sur le continent. Cependant, notre communauté européenne a depuis plusieurs années rencontré des situations critiques de différentes natures qui ont fortement ébranlé la volonté des Européens à construire un espace politique, économique, social et culturel commun, stable et durable.

Cependant l'Union Européenne s'apparente pour beaucoup aux crises successives qu'elle a connu ces dix dernières années, qui ont embrassé aussi bien le plan économique et social, que politique.

La crise fondamentale de confiance qui est apparue au moment de la crise des subprimes en 2008 suivie de la crise de la zone euro et des dettes publics reste vive dans certains pays. Elle s'est traduite par une fracture « nord / sud », l'absence de mécanisme de redistribution a alors profondément divisé l'UE selon les performances économiques des États membres et surtout leur résilience face à la crise.

Cette crise économique et la division qu'elle occasionne font apparaître une crise de l'élargissement de l'Union Européenne et du manque manifeste de convergence et de cohérence économique et social entre les pays « fondateurs » de l'UE, ainsi que les pays ayant rejoint l'Union plus tardivement, notamment lors de l'élargissement de 2004.

Cette dissension temporelle ne saurait être la seule cause ; en effet, l'Italie qui a subi de graves conséquences économiques suite à la crise des dettes publiques fait partie des États membres fondateurs. Notre constat serait donc incomplet si nous oublions les différences culturelles, sociales et politiques qui traversent l'Europe, sans qu'une réelle « identité » européenne favorise l'attachement à un socle culturel commun.

Dans cette optique, nous pouvons aborder la question des extrémismes anti-européens, sous ses appellations multiples (dégagismes, popu-

lismes, euroscepticismes, etc.). S'ils reflètent un schisme profond entre les citoyens européens et les institutions européennes, nous ne pouvons pas résumer la défiance à l'égard des institutions à une défaillance intrinsèque des institutions européennes. En effet, selon un Eurobaromètre d'avril 2017, le manque de confiance dans les institutions européennes est statistiquement lié à un manque de confiance dans les institutions gouvernementales de l'État membre concerné.

Cette corrélation, si elle recouvre des réalités sociologiques et politiques complexes et diverses selon les États membres concernés, nous alerte tant elle indique que les institutions restent indissociables des politiques nationales. Ainsi, nous pouvons avancer l'hypothèse que tout ou partie de cette défiance envers les institutions européennes est un transfert logique de la défiance envers les politiques nationales, transfert favorisé par un discours nationaliste protecteur d'une communauté restreinte.

Ces effets de bords concomitants à l'apparition des crises économiques et social révèle une défaillance profonde dans la méthodologie appliquée aux élargissements successifs de l'Union et de la zone euro. À titre d'exemple, selon Eurostat, le PIB par habitant en 2017 était de 35 300 € par an en Allemagne et de 11 800 € en Hongrie seulement (soit un écart de plus de 66%), et ce 13 ans après leur entrée dans l'UE où l'écart de ce même indicateur était sensiblement identique à 67%. Leur entrée dans l'Union n'a donc pas été synonyme de convergence économique avec le reste des partenaires européens, bien qu'ils partagent la même monnaie et le même espace économique.

On ne peut blâmer le manque d'intégration économique pour ces disparités, les économies européennes sont sur certains points bien plus intégrées entre elles que les différents États fédérés des USA. Le manque de gouvernance politique de l'Union peut être envisagé comme réponse, tout du moins partielle, à cette réalité.

Dans cet espace européen très disparate et inégal, il paraît donc difficile de voir émerger une identité commune, si elle n'est pas favorisée par des décisions politiques et par la société civile.

À l'ensemble des difficultés rencontrées par l'Union Européenne s'ajoute son déficit de visibilité mais également de lisibilité. Le fonctionnement des institutions européennes, comme l'actualité qui lui est associée est aujourd'hui méconnue des citoyens européens. De fait, l'actualité européenne a systématiquement un rôle de second plan par rapport à l'actualité nationale dans les principaux media généralistes, notamment ceux du service public. Seuls quelques media thématiques (Euronews, presses internationales) mettent à la une l'actualité européenne, notamment la vie des institutions et l'information des différents États membres. Hormis ces rares exceptions, la diffusion d'information en Europe reste principalement orientée vers l'État membre dans laquelle l'information est produite.

Nous pouvons envisager que ce manque de visibilité contribue à la défiance dans les différentes institutions européennes ; le manque d'information relatif au fonctionnement des institutions, informations pourtant publiées par ces mêmes institutions, renforcent l'opacité apparente des politiques mises en œuvre par l'Union ainsi que leur fondement démocratique et les intérêts mis en œuvre.

Au regard de ces différents éléments, il nous semble que l'Europe, et le projet européen, existent ; néanmoins ce dernier est remis en question davantage chaque jour et paraît de moins en moins crédible. Ce processus de décrédibilisation, s'il semble s'inverser depuis 2015 d'après les sondages d'opinions, nous paraît toujours actuel et semble se poursuivre.

LES PISTES POUR UNE MEILLEURE PERCEPTION DE L'EUROPE

Ce constat souligne donc l'approfondissement de la crise économique et sociale ; ces crises entraînent une perte de confiance envers l'Europe comme entité et envers tout projet qui lui est associé.

A cela s'ajoute une « perception » parasitée et entachée de préjugés et de croyances dévalorisantes qui bloquent toute adhésion à la réalité européenne.

En simplifiant volontairement la liste des facteurs qui entachent une réception objective et rationnelle de cette réalité nous pourrions pointer deux sources d'origine bien distinctes. L'une se trouve dans la nature composite de l'Europe, l'autre dans les États membres l'Europe.

- Faire de l'Europe selon une métaphore un peu usée une mosaïque de nations aux traditions culturelles, à l'histoire et aux langues si variées n'est pas une simple figure de rhétorique. L'hétérogénéité sociale, culturelle, économique n'est pas un vain mot. Personne ne remet en question le fait que la réalité géophysique du Portugal ne correspond en rien à celle de la Belgique. Il serait tout aussi vain de nier que l'histoire coloniale du Portugal est toute différente de celle de l'Italie.
- Les citoyens des différents États membres de l'Union Européenne perçoivent avant tout

cette hétérogénéité des États constituants. En simplifiant volontairement le trait, la nature hétérogène des pays européens contribue à une perception erratique, parcellaire qui n'est en rien bénéfique au développement du sentiment d'appartenance à l'Europe et à son projet.

- Le deuxième facteur bloquant qui entrave une relation aisée et naturelle entre les nations européennes et donc envers l'Europe est généré par l'héritage historique des États de l'Union Européenne. Selon les États, la virulence de cet héritage est ressentie avec plus ou moins de force. Certains États européens sont dotés d'une longue histoire composée d'épisodes glorieux et dramatiques voir sanglants qui se déroulent sur plusieurs siècles. L'histoire des batailles séculaires envers un « ennemi héréditaire » ou celle des conquêtes coloniales de terres nouvelles sont sans doute les plus prégnantes.

La nation État avec son histoire se présente comme le premier filtre qui dévie le citoyen de cette Europe qu'il ne connaît que de façon parcellaire. Les médias soumis à un puissant effet d'automatisme culturel et politique ne cesseront d'entretenir cette familiarité avec ces contrées lointaines des temps passés qui demeure bien plus vive que ne l'est la réalité d'un proche voisin géographique.

Qui peut nier que lors de manifestations sportives, le journaliste sportif français cite avant tout et presque exclusivement les résultats des sportifs dont il est le concitoyen en ignorant les résultats des autres sportifs qui sont pourtant eux aussi des citoyens européens ? Qui peut nier que lors de journaux télévisés les informations présentées sont choisies selon des schémas orientés selon une logique historique et géopolitique ?

Le journal télévisé du service public ou d'une société privée française présentera plus « naturellement » des événements qui se sont déroulés dans les pays d'Afrique du Nord ou de l'Afrique subsaharienne car ces pays furent des colonies de l'empire colonial français et que des liens géostratégiques puissants lient ces zones géographiques à la France contemporaine. De même l'Afrique du Sud sera plus présente dans les nouvelles journalistiques des Pays Bas ou de la presse britannique que le Portugal ou la Lettonie.

Il est donc illusoire de nier que l'état nation doté de son épaisseur historique représente le premier filtre qui atténue la perception de la réalité de cette entité européenne et qu'elle entrave la construction d'un sentiment de familiarité avec ces États voisins par les citoyens.

Ces deux facteurs ne sont pas, loin s'en faut, les seuls obstacles. L'Europe à travers ses institutions et ses instances de pouvoir décisionnelles semble émettre un langage incohérent ou du moins donner une parole mal traduite par ses truchements institutionnels ou privés.

Rappelons-le, le langage des États c'est l'arti-

culatation entre des décisions prises par des instances et des actes qui en découlent. Ce langage n'est pas obligatoirement cohérent et mené par un propos d'ensemble. Mais alors qu'en est-il du langage de l'Europe ?

De ce qui perçu de l'Europe par les citoyens, le dessein général de l'Europe ne transparaît pas, il est effacé au profit de multiples nouvelles qui sont des faits divers sans lien entre eux, qui font état d'incidents, de conflits entre un État et les instances, de dysfonctionnements.

De cette expérience d'une perception parcellaire, aléatoire et bien souvent événementielle (l'image de l'Europe comme un tabloïd de faits divers) la majorité des citoyens en retire au mieux le spectacle d'une gestion bureaucratique mâtinée d'autoritarisme, couronné d'une opacité peu démocratique ou, pire, un sentiment de confusion et d'agitation dû à la mésentente de l'équipage d'un vaisseau qui reste à quai.

De là plusieurs hypothèses se posent à la vue de cet assemblage baroque : L'Europe a-t-elle une promesse d'un dessein conçu par une élite dirigeante qui demande à être explicité voir réexplicité au plus vite ? L'Europe

est-elle une nef qui se conduit à vue ? Ou bien faut-il que l'Europe génère sa propre composition intelligible aux yeux de tous les citoyens européens ? En d'autres termes l'Europe est-elle une architecture achevée et qui ne demande qu'un entretien journalier ou bien doit-elle reprendre la marche de l'invention d'une composition homogène qui sera plus prégnante que l'hétérogénéité de ses nations constituantes ?

«œuvrer à la création de la fédération européenne aurait signifié travailler à la création d'un pouvoir réel et fort, mais cette fois-ci, cette construction aurait de par sa nature coïncidé avec la lutte contre les caractéristiques non libérales de l'Etat national ; elle aurait servi à consolider les libertés humaines et à leur donner un élan nouveau.»
- Altiero Spinelli

EIBS ne prétend pas répondre à ces questions. Ce qui demeure évident est que ces questions sont apparues légitimes du fait d'un éloignement entre les citoyens européens et les instances de pouvoir décisionnelles européennes. Un sentiment implacable d'étrangeté et d'inutilité, d'éloignement vis-à-vis de ce projet de construction européenne ne cesse de grandir et de se fortifier autant sous l'action délétère de groupes politiques europhobes que par des déficiences d'inventions et de représentation des élites européennes tant politiques qu'intellectuelles.

EIBS a depuis de nombreuses années témoigné qu'il n'existe pas ou plus de forme intelligible qui donne le sens unificateur à l'ensemble des manifestations de l'Union Européenne. Si celle-ci n'existe plus, il faut l'inventer à défaut de la retrouver.

Ce que propose l'association EIBS c'est bien d'accompagner la reconstruction d'un sentiment de familiarité et d'aider à l'entretien de ce sentiment à l'aide d'une attention débarrassée de préjugés néfastes ou d'attentes naïves.

Propositions des entreprises qui seront menées dans ce dessein :

Les pistes résident elles-mêmes dans une per-

ception claire et distincte des problèmes.

- Informer (donner une forme intelligible, cohérente aux manifestations diverses des fonctionnements des différentes institutions / politiques de l'Europe).
- Rappeler les liens étroits qui existent entre les différentes parties, des plus simples aux plus complexes, d'un État avec l'Europe.
- Donner des nouvelles de tous les lieux de l'Europe afin de créer ce sentiment d'unicité qui fait tant défaut, afin de créer un commerce naturel entre tous les peuples de l'Europe.
- Aider les citoyens européens à s'approprier cette Europe par la compréhension du fonctionnement des institutions et des voies de participation à celles-ci.
- Clarifier les responsabilités qui incombent aux citoyens européens dans le cadre des dispositifs institutionnels.

La compréhension du sens de ce fonctionnement (s'agit-il d'une simple poursuite de l'actuelle l'union européenne sans progression ou bien est-il possible de construire un dessein général et commun => un État Fédéral Européen). => Question qui appelle à une compétence profonde en politique Européenne ou, volonté résolue et immédiate des citoyens ?

LES ACTIONS D'EIBS DANS CETTE PERSPECTIVE

Afin de renforcer le sentiment d'appartenance à la communauté européenne, ainsi que de sensibiliser les citoyens européens aux enjeux politiques, sociaux, économiques et culturels brassés par les institutions européennes, EIBS propose dans le cadre de ses différentes actions d'agir sur deux axes principaux.

Le premier est d'informer les citoyens sur l'actualité européenne et le fonctionnement des institutions dans le cadre d'une démarche d'éducation populaire. Cet objectif se traduit par la mobilisation des moyens de diffusion d'EIBS (sites internet et webradio) pour informer sur les différents enjeux suscités et proposer des analyses sur cette actualité. Ces moyens de diffusion seront également des espaces ressources pour l'information concernant le fonctionnement des différentes institutions européennes.

Le second axe consiste à valoriser et entretenir le socle culturel commun aux citoyens de l'Union

Européenne, par la valorisation de l'histoire commune et de la vie culturelle contemporaine de l'espace européen.

Dans ces axes principaux, nous insistons sur la valorisation du lien entre les institutions européennes et les réalités locales des citoyens : notamment à travers une campagne d'information sur les actions concrètes de l'UE sur les territoires (reportages, interviews, etc.).

Ainsi, en participant à la formation et à l'information du citoyen européen, nous nous engageons pleinement dans la construction d'un espace commun européen démocratique, partagé et solidaire.

“Un jour viendra où les armes vous tomberont des mains, à vous aussi ! Un jour viendra où la guerre paraîtra aussi absurde et sera aussi impossible entre Paris et Londres, entre Pétersbourg et Berlin, entre Vienne et Turin, qu’elle serait impossible et qu’elle paraîtrait absurde aujourd’hui entre Rouen et Amiens, entre Boston et Philadelphie. Un jour viendra où la France, vous Russie, vous Italie, vous Angleterre, vous Allemagne, vous toutes, nations du continent, sans perdre vos qualités distinctes et votre glorieuse individualité, vous vous fondrez étroitement dans une unité supérieure, et vous constituerez la fraternité européenne, absolument comme la Normandie, la Bretagne, la Bourgogne, la Lorraine, l’Alsace, toutes nos provinces, se sont fondues dans la France. Un jour viendra où il n’y aura plus d’autres champs de bataille que les marchés s’ouvrant au commerce et les esprits s’ouvrant aux idées. - Un jour viendra où les boulets et les bombes seront remplacés par les votes, par le suffrage universel des peuples, par le vénérable arbitrage d’un grand Sénat souverain qui sera à l’Europe ce que le parlement est à l’Angleterre, ce que la Diète est à l’Allemagne, ce que l’Assemblée législative est à la France ! - Victor Hugo, Discours d’ouverture du Congrès de la Paix en 1849



Notre projet associatif,

Notre contribution pour une vie citoyenne européenne.

Directeur de publication : Vincent SCHWALEK, © EIBS 2019

EIBS est engagé dans le projet transfrontalier Interreg V - Eureka, co-financé par le Fonds Européen de Développement Régional



Eureka

Co-financé par :



WWW.EI-BS.EU